



Projet de Rapport d'Activité 2021-2025

La rédaction de ce document n'a pas été féminisée afin d'en faciliter la lecture. Cependant, le S3C 44 85, attaché à la question de lutte contre les discriminations, revendique l'égalité femmes-hommes tout au long de ce document et au travers de toutes les thématiques traitées.

INTRODUCTION

Lors de notre dernier congrès du 16 décembre 2021, l'ensemble des représentants de sections présents a adopté à une large majorité le Texte d'Orientation Général (TOG) qui nous a servi de référence tout au long de cette mandature. Ce rapport qui se veut le plus complet possible fait le bilan des actions menées durant les années, 2022, 2023, 2024 et 2025. Afin d'en faciliter la lecture, ce bilan suit l'ordre de la Résolution Général de 2025.

Dans certains cas, nos objectifs n'ont pas été atteints, voire non mis en œuvre. Cela relève certainement d'un texte initial particulièrement ambitieux pour notre syndicat et nos équipes en entreprises.

Mais nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons fait, ni des avancées obtenues dans l'intérêt général, tant des adhérents CFDT que des salariés.

1- Un syndicat combatif

Renforcer la proximité avec nos élus, nos mandatés et nos adhérents

Invitations de nouveaux militants aux instances

Tout au long de cette mandature, des invitations découvertes ont été proposées aux militants souhaitant mieux comprendre le fonctionnement du syndicat et le circuit de décision au sein de notre structure locale. Une dizaine d'adhérents ont ainsi participé à un Bureau Syndical (BS), et un nombre encore plus important ont assisté à des conseils syndicaux ou à des réunions de pôles professionnels.

Des invitations ont également été adressées aux potentiels entrants lors des BS, afin qu'ils s'immergent dans nos instances et envisagent une candidature.

Cela favorise le renouvellement en veillant à maintenir un équilibre entre les différents pôles de notre syndicat, tout en recherchant une parité hommes-femmes conformément à nos valeurs.

Détection de nouveaux entrants par chaque membre du BS

Pour assurer ce renouvellement, chaque membre du BS reste vigilant lors des rencontres avec les adhérents (Conseil Syndical, Groupes de Travail, etc.), afin d'identifier des profils potentiels pour développer la CFDT et la faire vivre. Cette mandature a vu le renforcement de la commission juridique ainsi que du collectif Conseil Publicité.

Le groupe de renouvellement travaille régulièrement pour mobiliser les bonnes volontés au service du syndicat et de ses adhérents.

Actions de visibilité envers les adhérents isolés

En 2023, une opération de grande envergure a été menée à La Fleuriaye, à Carquefou (44), avec un barnum, accompagnée d'une campagne d'information diffusée dans toutes les entreprises de notre secteur. Les salariés pouvaient y obtenir des informations générales sur la CFDT, ainsi que des supports spécifiques à leurs métiers.

Des forums, tels que « Antidot » pour le pôle Conseil Publicité, favorisent les échanges entre élus, adhérents et responsables de pôles. Une newsletter bimensuelle a été instaurée dans ce cadre pour maintenir un niveau d'information constant.

Chez La Poste, la communication privilégie désormais les mails, notamment via les CSE, pour transmettre l'actualité professionnelle et générale (réforme des retraites, restructurations, etc.).

Un site internet dédié à notre syndicat existe depuis plusieurs années, mais reste peu visité. Nous avons systématisé l'utilisation de QR codes sur nos tracts pour faciliter l'accès à l'information CFDT.

Formation proposée à chaque nouvel élu, désigné ou référent de section

Les responsables de pôles proposent systématiquement une formation « Mieux connaître la CFDT » à chaque nouvel adhérent, notamment dans les pôles Télécoms Prestataires et La Poste. Pour Conseil Publicité, un mail d'accueil explique le fonctionnement et la circulation de l'information au sein du pôle.

L'Interprofessionnel organise également régulièrement une soirée d'accueil pour présenter les bases du fonctionnement de la CFDT aux nouveaux adhérents du département 44.

Conventions de gestion locale pour les entreprises nationales

Cette délégation de gestion, confiée par la fédération à notre syndicat, concerne principalement les entreprises de moins de 300 salariés, notamment dans le pôle Conseil Publicité, lorsque les DS ou RSS travaillent sur notre territoire (sauf si le DS fait partie de notre Commission Exécutive).

Animation de rencontres locales pour les adhérents en liaison

Les adhérents Postiers sont invités à trois rencontres par an : deux en visioconférence et une en présentiel.

Renforcement des liens avec les entreprises ou collectifs de pôles

Orange et le collectif Conseil Publicité se réunissent régulièrement pour partager l'information, qu'elle soit remontante ou descendante, ainsi que le vécu des adhérents. Ces échanges permettent d'élaborer des revendications et de se positionner sur les accords et négociations en cours ou à venir.

Signature de la charte des mandatés

Chaque élu Orange a signé cette charte, et un mail type explicatif est envoyé à tous les nouveaux mandatés pour obtenir leur signature.

Responsabilité et émancipation : actions sur leur périmètre

Différentes formations sont proposées pour outiller chaque acteur CFDT dans ses fonctions syndicales. Le syndicat reste disponible pour accompagner et soutenir les élus dans leur mission.

Organisation de temps d'échanges collectifs en instances

Plusieurs espaces d'échanges ont été créés ou renforcés durant cette mandature, notamment en conseil syndical, lors des AG, en congrès, ou lors de rencontres de pôles comme Conseil Publicité ou à La Poste.

Les remontées d'informations et débats sont relayés lors des interventions en CNF, afin de faire entendre la voix des adhérents locaux.

L'interprofessionnel participe également à nos instances, appréciant la richesse de nos échanges et utilisant ces moments pour prendre le pouls de la situation économique locale.

Réagir aux évolutions législatives en trouvant des contre-mesures offensives dans nos pratiques

Atelier de suivi législatif et actions interprofessionnelles

De nombreux webinaires ont été organisés par la fédération et nos partenaires, notamment des cabinets d'expertise. L'interpro diffuse également des invitations à ces webinaires, que les responsables de pôles relaient pour que nos élus et mandatés en profitent.

Les militants et la commission juridique participent aussi à des rencontres interprofessionnelles sur les nouveautés législatives et juridiques.

Travail de la commission juridique sur des questions de droit

Un point fort de cette mandature a été la victoire d'un dossier juridique concernant une discrimination de genre envers une femme enceinte. En 2025, le conseil syndical a également abordé la question du harcèlement et des discriminations, avec l'appui de notre avocate référente.

La montée en puissance de la commission juridique permet d'analyser les demandes individuelles, d'évaluer leur intérêt collectif, et de décider si le syndicat doit s'y associer. Des référents juridiques ont été mis

en place pour chaque pôle, afin de faciliter le traitement des dossiers en amont, avant leur transmission à la commission juridique.

Il reste cependant un manque de positions claires de la part de la fédération ou de l'interpro concernant les orientations politiques, mais nous gardons espoir.

Collectifs de pôles ouverts aux adhérents d'autres pôles

L'ouverture existe, mais elle reste limitée géographiquement : le Conseil Public interagit avec le syndicat Bretagne, et La Poste avec nos voisins du Val de Maine. Quelques militants d'autres pôles ont participé aux rencontres Conseil Publicité, ce qui permet de tirer des bonnes pratiques à décliner dans d'autres secteurs.

Formations à la négociation et formation juridique

Chaque année, au moins deux personnes de notre syndicat suivent des formations juridiques de base inter-professionnelles. L'objectif est que chaque section dispose d'un militant formé au juridique. La commission juridique a été renforcée, et chaque participant a bénéficié de ces formations. Des micro-formations sont également proposées lors des réunions de pôles, notamment par nos partenaires.

Suivi des mandats pour négociation et signature

Au pôle Conseil Publicité, la majorité des négociations se déroulent selon deux mandats distincts : un pour la négociation locale, un autre pour la signature, afin de protéger les négociateurs face aux pressions. Des référents de sections ont été désignés pour renforcer la proximité et la réactivité.

Principe de loyauté dans les négociations

Nous restons vigilants quant à la faiblesse des avancées dans certains accords, et n'hésitons pas à dénoncer toute pratique inacceptable par un communiqué de presse si nécessaire.

Construire un revendicatif par le débat

Revendications élaborées après débats

À chaque Conseil syndical, des thèmes spécifiques sont abordés, avec la participation de spécialistes ou d'intervenants extérieurs, pour sensibiliser et faire avancer nos revendications. La déclinaison vers les sections n'est pas automatique, mais nous sollicitons leur avis via des questionnaires.

Les conseils syndicaux sont aussi l'occasion de travailler sur la résolution générale pour la future mandature, en recueillant les propositions des sections.

Organisation des débats et synthèse dans les CR

Les bureaux syndicaux (BS) sont l'occasion de débattre, parfois lors de BS extraordinaires, notamment pour traiter des sujets urgents. Chaque BS donne lieu à un compte-rendu validé.

Un BS par trimestre est organisé, avec un débat et la présence éventuelle d'un invité extérieur. Lors de chaque conseil, un mini-débat est également proposé pour renforcer les connaissances des équipes.

Position des sections sur les débats

Les thèmes sont souvent déterminés par sondage auprès des sections ou en fonction de l'actualité. Après chaque conseil, une analyse est menée pour élaborer des revendications, parfois en lien avec la Fédération, notamment pour la signature d'accords.

2- Le dialogue social, un incontournable CFDT

La communication, une vitrine de nos activités

Au-delà des responsables de pôles, il serait utile de désigner un volontaire pour la communication. Nous sommes présents sur les réseaux sociaux, notamment via le travail d'un militant, et le Vend'Estuaire est diffusé en format numérique ou papier sur demande.

Un cloud a été créé pour partager efficacement l'information. La communication interne et externe reste une priorité, notamment par la diffusion de tracts et la mise en place d'opérations de visibilité.

Un syndicat qui s'adapte au monde de demain

La réduction des moyens syndicaux, l'organisation comme réponse

Nous avons choisi de ne pas suivre strictement le découpage fédéral des pôles, préférant une organisation plus fine, notamment pour le BAT POLE, afin d'assurer un meilleur suivi et une meilleure prise en charge.

Lors des congrès, le S3C a toujours plaidé pour une organisation claire et partagée des responsabilités entre fédération, région et syndicat local.

La répartition des responsabilités

Nous avons appliqué notre logique de laboratoire en séparant notamment les fonctions du Directeur de l'Organisation, du Développement et de la Formation. La fédération commence à suivre cette démarche.

Des acteurs ont été désignés pour animer la communication, le juridique, l'égalité professionnelle, etc. La communication et le juridique avancent bien, mais d'autres sujets restent en cours faute de disponibilité.

La feuille de route et le suivi

Une feuille de route est élaborée avec les nouveaux entrants, mais le suivi régulier reste difficile. Le pôle Conseil Publicité a mis en place un process dans le cloud pour formaliser ses modes opératoires.

Priorité aux intérêts du syndicat et de ses adhérents

Le S3C est actif dans de nombreuses instances régionales et nationales, notamment au Bureau régional, au collectif des conseillers prud'homaux, et dans diverses commissions fédérales.

Solidarité et entraide

Les militants du pôle Conseil Publicité, par exemple, bénéficient d'un soutien spécifique. La mise en place de la commission juridique facilite le traitement des demandes, avec l'aide de salariés ou d'élus.

Intervention auprès des cabinets d'expertise

Nous faisons appel à des cabinets partenaires et à notre avocat pour renforcer notre action juridique. Une psychologue du travail a également été contractualisée pour soutenir militants et adhérents.

Impact des changements liés à la digitalisation

Veille et actions numériques

Nous suivons les accords numériques, notamment sur le télétravail, et participons à la veille sur les nouveaux modes de travail liés au numérique. La CFDT a déjà signé plusieurs accords, mais la vigilance reste de mise face aux tentatives du Medef.

Nous avons également alerté les acteurs de la société civile et les politiques, notamment par courrier à Madame Morançais et une lettre au président de la République en 2025.

Opportunités offertes par la numérisation

Nous souhaitons faire de la numérisation une opportunité d'émancipation pour tous, notamment en abordant le sujet de l'intelligence artificielle, qui sera un enjeu majeur pour la prochaine mandature.

Priorités revendicatives

Les priorités incluent l'emploi, les rémunérations, la santé au travail, la lutte contre les discriminations, l'impact du numérique, et l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Évolution des modes de communication

La généralisation de la visioconférence, la numérisation du Vend'Estuaire, et l'utilisation d'outils collaboratifs comme Antidot ou le Cloud facilitent nos échanges. Nous souhaitons également renforcer la formation à l'usage de ces outils pour nos sections.

3- Un syndicat qui s'organise, construit et se développe localement

Renouvellement des responsables

Nous proposons chaque année la formation « Repère » pour les futurs responsables, et valorisons l'expérience militante pour faciliter le retour en entreprise. La subrogation salariale est utilisée pour soutenir financièrement nos militants.

Répartition des responsabilités et mandats

Nous prôtons le non-cumul des mandats, favorisons la mutualisation des ressources, et élaborons une politique de renouvellement pour assurer la pérennité de nos équipes.

Accessibilité à la formation

Les formations sont proposées aux adhérents via le pôle Conseil Publicité, Télécoms Prestataires, et La Poste, avec une priorité pour les formations internes CFDT et les réseaux d'experts.

Communication et partage d'informations

Nous suivons et optimisons nos outils de communication, relayons les actualités via différents canaux, et partageons les documents issus des équipes d'entreprises.

Politique financière

Le budget est élaboré annuellement en fonction des ressources, avec un suivi mensuel en Commission Exécutive (CE) et en BS. La priorité est donnée au développement et à l'action revendicative.

La syndicalisation, une priorité

Nous encourageons le développement des adhésions, notamment par des actions ciblées auprès des écoles et CFA, et par la relance des contacts avec les adhérents non encore syndiqués.

Ancrage local et implantation

Nous répondons aux invitations à négocier des Plans d'Actions Professionnelles (PAP), renforçons le groupe de négociateurs, et organisons des rencontres pour mieux connaître et soutenir les sections.

Conciliation vie privée-vie professionnelle

Nous prôtons le respect du droit à la déconnexion et proposons des outils pour réguler la visio-conférence, afin de préserver l'équilibre de nos militants.

Mutualisation des ressources et services

Nous développons des actions de mutualisation, notamment via le réseau interpro, et proposons des services d'accompagnement juridique et d'insertion professionnelle pour les jeunes.

Actions transversales

Nous collaborons avec nos voisins géographiques et syndicats partenaires pour renforcer notre maillage territorial, notamment dans le cadre de CSE communs ou de projets d'insertion.

Souhaitez-vous que je vous prépare une version synthétique ou adaptée à un usage spécifique ?

Glossaire

ARC	Accompagnement Ressources Conseils
AREFOR	Association RÉgionale de FORmation
C3	Connaître Comprendre Construire (organisme de formation F3C)
CFDT	Confédération Française Démocratique du Travail
CFESES	Congé de Formation Économique Sociale et Environnementale Et Syndicale
DOF	Développement Organisation Formation

F3C	Fédération Communication Conseil Culture
GEPPMM	Gestion des Emplois et Parcours Professionnels et Mixité des Métiers
S3C	Syndicat Communication Conseil Culture
URI	Union Régionale Interprofessionnelle
VSST	Violences Sexistes et Sexuelles au Travail